

Rwanda : un autre avion dans la cible

Colette Braeckman

Le Soir, 29 mars 1996

Erreur de tir le soir du 6 avril 1994 à Kigali ? Un C-130 belge était attendu quand l'avion du président rwandais s'est présenté...

Depuis deux ans, l'attentat contre l'avion du président Habyarimana, dans lequel se trouvait également son collègue du Burundi, entraîne plus de questions que de réponses, et aucune des hypothèses avancées jusqu'à présent n'est exempte de faits contradictoires.

Si les radicaux hutus qui forment l'« akazu », l'entourage du président, sont à l'origine du complot, pourquoi le leader de leur groupe, le colonel Sagatwa, se trouvait-il dans l'avion présidentiel, ainsi que le médecin personnel d'Habyarimana ? Pourquoi des officiers « modérés », partisans des accords d'Arusha, auraient-ils éliminé un chef de l'Etat qui venait précisément d'accepter l'application de ces accords ? Pourquoi le FPR, qui venait de remporter un succès politique, aurait-il eu intérêt à éliminer Habyarimana, et comment l'un de ses commandos aurait-il pu se faufiler dans la zone de Kanombe, étroitement contrôlée par la garde présidentielle ? Si les Français arrivés les premiers sur les lieux avaient récolté des éléments accablant le FPR, peut-on imaginer qu'ils ne les aient pas produits ?

Force est, deux ans après les faits,

de revenir en arrière, de remettre en perspective les faits déjà établis, et les diverses hypothèses. Les plus connues ont été analysées par le professeur anversois Filip Reyntjens (1), qui a d'ailleurs repris les questions posées auparavant, en des termes pratiquement identiques, par un journaliste rwandais, Venuste Nshimiyimana (2), témoin de premier plan puisqu'il était l'attaché de presse du général Dallaire, chef de la force onusienne au Rwanda (Minuar). L'une des questions posées par M. Nshimiyimana, passée quasiment inaperçue, bouleverse toutes les analyses faites jusqu'à présent : et s'il s'agissait d'une erreur de tir ?

Partant de cette hypothèse, nous avons tenté de reprendre le fil de la journée du 6 avril. Ce jour-là, tôt matin, le président Habyarimana s'envole pour Dar es Salaam, où les chefs d'Etat de la région doivent discuter du Burundi. Le président Mobutu se décommande en dernière minute, la réunion traîne, Museveni, le président ougandais somnole et en fin d'après midi, à l'improviste, le président rwandais décide de regagner Kigali. Il fait sortir son avion qui se trouve déjà dans un hangar et embarque, impromptu, son collègue burundais et ses proches, membres de l'Akazu, son beau-frère Elie Sagatwa, le commandant en chef des FAR, le

général Nsabimana, son médecin personnel Akingeneye. Lorsque le Falcon présidentiel quitte Dar es Salaam, le commando doté de missiles sol-air se trouve en place, depuis le matin, au lieu dit Massaka. Si l'avion présidentiel n'est pas attendu, un autre appareil, lui, est annoncé depuis le matin : un C 130 belge avec 7 membres d'équipage, qui amène à Kigali une douzaine de passagers, des commandos et des membres du Génie, qui vont enfin construire pour les Casques bleus belges les baraquements en dur depuis si longtemps réclamés par le colonel (belge) Marchal – commandant le secteur de Kigali. Cet appareil, après escale au Caire, s'apprête à atterrir à Kigali, avec seulement un retard de vingt minutes sur l'horaire annoncé. Pratiquement en même temps que l'avion d'Habyarimana... Il ne se posera jamais : alors qu'il se prépare à atterrir dans le sens Est Ouest, comme le Falcon du président, la tour de contrôle fait état d'une « panne d'électricité » sur l'aéroport, et après avoir survolé Kigali pendant une heure, le pilote, qui ignore ce qui s'est passé, repart sur Nairobi.

Les menaces qui pesaient sur le contingent belge étaient connues à Bruxelles : à plusieurs reprises, les services de renseignement avaient fait état du souhait des radicaux de provoquer le départ du contingent belge de la Minuar, en provoquant la mort d'un certain nombre de Casques bleus belges. Bruxelles savait aussi que des missiles sol-air se trouvaient au Rwanda et, pour la première fois, le C-130, dont le co-pilote était le capitaine Finck, avait été doté d'un système de leurres (permettant de dévier la course des missiles). Ces leurres étaient une protection en cas de survol du Rwanda, et

d'une éventuelle mission ultérieure en Somalie. Les deux appareils, le Falcon présidentiel et le C-130, surgissant pratiquement à la même heure, il est parfaitement possible que l'avion du président, arrivé à l'improviste, ait été touché par des tirs qui visaient initialement l'avion belge.

Sur le plan technique, tant le capitaine Finck que d'autres spécialistes sont formels : Les missiles ont été tirés à une distance d'au moins 2.000 mètres sur un avion qui approchait à une vitesse de 200 km/heure. Les tireurs ont eu moins d'une minute pour identifier l'appareil, viser et tirer, presque simultanément, leurs deux missiles. De nuit, il leur était impossible de distinguer un Falcon d'un C-130, ils n'ont pu voir que des lumières rouges, de modèle standard. Seuls les avions de ligne volent avec l'empennage éclairé pour que l'on distingue leur sigle et le C-130 ne s'éclaire qu'au moment précis de l'atterrissage. Quant au bruit, quand l'avion se trouve encore à une telle distance, on n'entend presque rien. Doté d'un système d'écoute des communications radio, le commando n'a pas réalisé que le C130 arrivait en même temps que l'avion présidentiel : C'est en néerlandais que l'équipage avait signalé le retard enregistré après l'escale du Caire.

Quel aurait été l'intérêt des « durs » du régime à abattre un appareil belge volant pour la Minuar ? Cet attentat aurait entraîné la panique des Belges, la neutralisation de la Minuar et à terme son départ précipité. Il aurait été l'occasion de l'élimination, suivant les listes préétablies, de tous les leaders de l'opposition et d'un grand nombre de Tutsis. Cette « Apocalypse » déjà annoncée par le colonel Bagosora aurait totalement changé la

donne politique et permis aux durs de reprendre le pouvoir, avec ou sans Habyarimana.

L'hypothèse de l'erreur de cible explique bien des points demeurés flous jusqu'à présent : tant le général Dallaire que le colonel Marchal ont toujours affirmé qu'une certaine panique s'était manifestée parmi les officiers supérieurs qui, dans les premières heures suivant l'attentat, semblaient pris au dépourvu.

Marchal se verra même accusé de « mauvaise appréciation » de la situation, et il répétera toujours que cette nuit-là, ses relations avec Bagosora n'étaient pas mauvaises du tout. Il faudra attendre les premières heures de la matinée pour que les comploteurs arrivent à s'imposer sur les officiers modérés qui souhaitent le recours aux voies constitutionnelles et pour qu'ils remettent en œuvre le plan initial : élimination des personnalités politiques (le Premier ministre Agathe Uwilingiyimana, le président de la Cour suprême Kavaruganda, Landoald Ndasingwa, président du Parti libéral, et des milliers de Tutsis). A la date du 6 avril, il était effectivement prévu de déclencher des tueries, mais pas nécessairement d'éliminer un président qui, s'il aurait pu avoir approuvé le plan, n'était pas nécessairement au courant des modalités de son exécution.

Une telle hypothèse pourrait aussi éclairer la mort jusqu'ici mystérieuse de François de Groussouvre, conseiller

pour les affaires africaines auprès du président Mitterrand, qui connaissait Habyarimana : avant son « suicide » le matin du 7 avril dans son bureau de l'Elysée, il se serait écrié les cons, ils n'auraient tout de même pas fait ça !

Dans cette hypothèse, la mort des dix Casques bleus belges s'éclaire elle aussi d'un jour nouveau : il aurait été prévu de longue date que des soldats belges meurent, afin d'entraîner le retrait de la Minuar et c'est pour cela que le colonel Bagosora, averti bien à temps du fait qu'ils ont été amenés au camp Kigali, refuse qu'on leur vienne en aide.

Par la suite, la machine à tuer, qui aurait dû éliminer des Tutsis et des opposants, par dizaines de milliers, s'emballe à mesure que le FPR qui a repris les hostilités refuse le marché proposé presque chaque jour : « Arrêtez la guerre, nous arrêterons les massacres ». Le génocide, durant trois mois, jusqu'à la victoire complète du FPR, déroule sa logique infernale et fera un million de morts. Les Casques bleus belges ne sont pas morts par accident, mais victimes de la même machination diabolique.

(1) Filip Reyntjens, Trois jours qui ont fait basculer l'histoire, Institut africain, CEDAF.

(2) Venuste Nshimiyimana, prélude du génocide rwandais, éditions Quorum.

Illustration : Illustration
SR_19960329_0786